

**L'Odyssée du Tampa**  
**Analyse d'un cas emblématique dans la conjoncture du 11 septembre**

*Jean-Claude Icart*  
*Communication présentée dans le cadre*  
*de l'atelier du CRIEC du 2 octobre 2002*

Le 11 septembre 2002, alors que tous les journaux regorgeaient de textes sur le premier anniversaire de l'attaque suicide de terroristes contre des symboles de la puissance américaine, il fallait être très attentif pour ne pas rater une note laconique de l'Associated Press, en page C-15 du journal The Gazette. En six lignes, on nous apprenait que plusieurs centaines de revendicateurs Afghans, détenus sur une petite île du pacifique, s'étaient vus refuser l'asile, par le gouvernement australien et le HCR, parce que les Talibans n'étaient plus au pouvoir dans leur pays d'origine. Il s'agit là d'un bien triste épilogue pour ce qui a été un véritable cas emblématique dans la conjoncture du 11 septembre 2001.

Nous tenterons de reconstituer cette affaire à partir d'une relecture des journaux de l'époque. Puis nous montrerons comment cette affaire est riche en enseignement sur la situation des réfugiés dans le monde contemporain.

#### A- L'INTERCEPTION

Le 26 août 2001, suite à un signal émis par les gardes-côtes australiens (eux-mêmes alertés par la marine indonésienne), un cargo norvégien, le Tampa, se portait au secours d'un groupe de réfugiés, alors que le navire transportant ces derniers était sur le point de couler dans les eaux internationales. Le Tampa fut guidé sur les lieux du drame par un avion de surveillance australien. Ces réfugiés étaient au nombre de 438, pour la plupart d'origine afghane, en mer depuis une dizaine de jours, dans un bateau en très mauvais état. Ils avaient embarqué en Indonésie et avaient payé environ 2,000.00 \$ chacun le passage vers l'Australie.

L'entrée illégale de revendicateurs en Australie se fait surtout à partir de l'Indonésie, au point où, au début de l'année 2000, l'Australie avait signé des accords de coopération régionale avec l'Indonésie, le UNHCR et l'OMI, afin d'encourager les revendicateurs à présenter leurs demandes d'asile auprès de l'UNHCR en Indonésie même. Indonésie n'a pas signé la Convention. L'Australie n'avait accepté aucun réfugié d'Indonésie depuis 3 ans. Il y avait donc en Indonésie des réfugiés reconnus par l'UNHCR mais qui n'avaient pas de possibilité de rétablissement. Certains devinrent des boat people. Pauvre et surpeuplée, l'Indonésie recevait des sommes du Gouvernement australien pour garder des détenus (environ 2000) qui voulaient trouver refuge en Australie.

De plus, il existait de nombreux contrôles australiens en Indonésie:

- Les Officiers de liaison auprès des compagnies aériennes avaient pour fonction d'aider le personnel de ces compagnies à détecter les faux documents (passeports ou visas) et à empêcher les porteurs de tels documents à monter à bord des avions.
- Un filtrage sévère avait pour résultat de refuser l'octroi de visas aux personnes originaires de pays sources de revendicateurs.
- Des dispositions législatives datant de 1999 avaient instauré le "Visa de protection temporaire" qui interdit aux réfugiés arrivés sans autorisation de faire venir leurs familles ou de quitter le territoire australien.
- L'Australie était le seul pays à avoir une politique de détention systématique des revendicateurs d'asile arrivant illégalement ou sans papier, depuis 1992, en violation de la Convention (article 31). En septembre 2000, l'Australie avait refusé au « Groupe de travail des Nations-Unies sur la détention arbitraire » la permission d'enquêter sur cette situation.
- L'Australie avait adopté également un programme de rétablissement humanitaire.
- Au cours de l'année 2000, l'Australie avait adopté une législation visant à protéger ses frontières, autorisant l'armée à arraisonner, fouiller, renvoyer ou détenir des bateaux transportant des demandeurs d'asile, dans les eaux internationales. Tout en affirmant son autorité sur un rayon de 200 kilomètres de ses côtes, les autorités australiennes maintenaient que ses obligations quant à la protection des revendicateurs se limitaient à un rayon de 12 milles nautiques.

Cependant, des barrières plus fortes poussent souvent les revendicateurs à recourir à des moyens plus risqués. Rappelons aussi que l'Afghanistan était un pays touché très durement par les sanctions imposées par les Nations-Unies pour condamner le régime des Talibans, un groupe fortement appuyé par les Etats-Unis et leurs alliés quand ils décidèrent d'armer les fondamentalistes musulmans pour renverser le régime afghan pro-soviétique. 3,6 millions d'Afghans avaient déjà fui leur pays. On en comptait 2 millions au Pakistan, 1,5 million en Iran et 100,000 dans le reste du monde.

## B- EN ROUTE VERS CHRISTMAS ISLAND

Après le sauvetage, le Tampa fit route vers Christmas Island, une possession australienne dans l'océan Indien, en face de Java, à 4 heures de bateau. Le sauvetage s'effectua dans une zone indonésienne de sauvetage mais plus proche du port australien de Christmas Island que du port indonésien de merak. L'usage courant dans le monde maritime et la Convention sur la sécurité en mer voulaient que le Tampa conduise les personnes secourues au port le plus proche, soit Christmas Island en Australie. Une demande en ce sens fut également faite par une délégation de réfugiés.

Le lendemain, soit le 27 août, le gouvernement australien refusa aux réfugiés la permission de débarquer et ordonna au Tampa de quitter ses eaux territoriales, renversant ainsi une décision des autorités locales (autorités de Christmas Island).

Le capitaine du Tampa refusa d'obéir, vu que son bateau n'était pas équipé pour transporter autant de personnes, son équipage habituel étant composé de 27 marins et avait une capacité de 50 personnes. Le capitaine essuya également un refus de l'Indonésie, à 12 heures de bateau. Le Tampa entra dans les eaux territoriales australiennes en raison de la situation sanitaire à bord du bateau et de l'état de santé de plusieurs passagers et lança un signal de détresse.

Le 29 août, l'armée australienne prit le contrôle du Tampa mais, en une injonction obtenue par des avocats interdit aux autorités de ramener le Tampa et tous ses passagers dans les eaux internationales. La compagnie maritime à laquelle appartient le Tampa fut menacée de poursuites.

Dès cette affaire et les jours précédents, une campagne de presse infernale utilisa un langage visant à déshumaniser et diaboliser les revendicateurs.

- Les maladies étaient feintes : selon le capitaine, il y avait six personnes malades, en plus des douzaines d'enfants et d'un certain nombre de femmes enceintes.
- Les menaces de suicide n'étaient que des ruses et du chantage.
- Ces personnes étaient des réfugiés économiques et non politiques, qui ne voulaient que profiter du standard de vie élevé et de l'État-providence australien.
- Ces personnes voulaient court-circuiter le processus normal d'analyse des demandes d'asile. Pour cela, elles avaient payé cher pour quitter l'Afghanistan, défrayer les frais du transport aérien vers le sud-est asiatique, et verser des sommes importantes aux passeurs.
- Il y avait une grande confusion entre les illégaux et les revendicateurs. Ceci souligne un problème structurel: il y a un droit de demander l'asile, mais pas d'obligation d'accorder l'asile. le résultat est que les revendicateurs doivent souvent violer des lois pour échapper à la persécution et rechercher la sécurité. Ainsi, le revendicateur se met en situation d'illégalité.
- Ces revendicateurs n'étaient que des étrangers sans papiers. Or, à la même époque, on estime qu'il y avait environ 55,000 illégaux en Australie, surtout des Américains et des Britanniques, mais aucun effort n'était déployé pour les retracer.

En fait, dès juillet une critique du représentant du HCR en Australie cernait bien le ton du débat sur l'asile:

"There are relatively small numbers of asylum seekers coming into Australia and yet there's talk of queue jumpers, illegal migrants, flood of refugees and so forth when in fact that's not the case".

Les Talibans demandèrent à l'Australie d'accepter les passagers du Tampa pour raisons humanitaires : le pays avait été dévasté par la sécheresse et les années de destruction durant l'invasion soviétique, il y avait une grande pauvreté. Cependant, à cette époque, 90% des demandes d'asile présentées par des Afghans en Australie étaient acceptées. Jamais, il n'y eut cependant de détermination collective.

## C- LA SOLUTION DU PACIFIQUE

Plusieurs alternatives régionales furent envisagées par les autorités australiennes et même le Timor oriental fut considéré. Le 1<sup>er</sup> septembre, une entente fut conclue avec la Nouvelle-Zélande et Nauru. La Nouvelle-Zélande acceptait 150 des revendicateurs et se chargeait d'évaluer elle-même le bien-fondé de leurs demandes d'asile. Nauru, qualifié d'État-client de l'Australie, est un des pays les plus petits, les moins peuplés (environ 12,000 habitants) et les plus pauvres de la planète (le pays était dévasté suite à l'exploitation de mines de phosphates par des compagnies australiennes). À Nauru, les revendicateurs seraient hébergés dans des camps construits à cette fin par les autorités australiennes, leurs demandes seraient évaluées conjointement par des agents d'immigration australiens et des représentants du UNHCR. Nauru recevrait également une aide de 10 millions \$ US du gouvernement australien. C'est ce que l'on a appelé la « Solution du Pacifique ». Le but de cette opération de 20 millions \$ était le déni des droits de revendiquer le statut de réfugié selon la convention internationale et la loi australienne. Le Premier Ministre jura que les passagers du Tampa ne mettraient jamais les pieds en Australie.

Le 3 septembre, les passagers du Tampa furent transférés sur des navires australiens. Aucun journaliste ne fut autorisé à couvrir cette opération.

Des critiques sans précédent s'élevèrent de toute la communauté internationale. Mary Robinson, Kofi Anan et toutes les agences internationales d'aide condamnèrent l'Australie.

## C- LA CONJONCTURE DU 11 SEPTEMBRE

Le 11 septembre, un juge décréta que le Gouvernement avait détenu illégalement des centaines de réfugiés entrant illégalement au pays. Le juge ordonnait que les réfugiés du Tampa soient ramenés en Australie. Le Gouvernement fit appel. Les passagers du Tampa auraient dû être débarqués à Nauru le 11 septembre.

Suite aux attaques du 11 septembre, on aurait pu penser que la dénonciation du régime des Talibans ne ferait que renforcer la cause des revendicateurs. On observa un net durcissement du langage des officiels mais les répercussions furent très négatives pour les réfugiés et les migrants. Le gouvernement plaida que le contrôle des frontières était vital. Un ancien ministre de la Défense (Peter Reith) fit rapidement le lien entre réfugiés et terrorisme. Cet ancien ministre et le Premier Ministre subodorèrent, sans preuve aucune, que certains revendicateurs étaient des terroristes potentiels. L'Australie appuya l'effort militaire pour renverser les Talibans, mais refusa l'asile à ce qui fuyaient ce régime.

Le 17 septembre 2001, les passagers du Tampa arrivèrent à Nauru et commencèrent à débarquer le 19 septembre. Certains parlèrent du passage du trafic de personnes à la contrebande de personnes, de sous-traitance de la misère, des Iles du Pacifique étant payées pour héberger les boat people dont ne voulait pas l'Australie.

L'Australie adopta des mesures législatives pour soustraire ses territoires excentrés à sa "zone de migration", ce qui voulait dire que dans ces territoires, les lois australiennes sur l'immigration ne s'appliquaient plus<sup>1</sup>. Cette mesure fut accompagnée de la mise en place, au coût de 1.5 Milliards US \$ d'un cordon militaire (navires de guerre, bateaux patrouilleurs et avions) pour interdire l'accès des eaux territoriales au Nord de l'Australie aux navires transportant des requérants au statut de réfugié. Une définition plus étroite du statut de réfugié, instaurant trois catégories de réfugié, selon le mode d'arrivée.

Ces mesures visaient d'abord à limiter la possibilité des personnes entrant par bateau de revendiquer le statut de réfugié et à légaliser rétrospectivement les actions du gouvernement dans l'affaire du Tampa<sup>2</sup>.

Le 26 septembre, les agents d'immigration à Nauru estimaient qu'il faudrait environ 6 semaines pour étudier la cause des passagers du Tampa.

Le 19 octobre, lors d'un autre incident, 374 revendicateurs Irakiens et Afghans périrent noyés. Les passeurs furent blâmés pour cette tragédie.

Ce qui s'était perdu dans le débat est le fait qu'il n'est pas illégal de revendiquer le statut de réfugié. La revendication du statut de réfugié est inscrite à l'article 14(1) de la DUDH.

#### D- LES ÉLECTIONS DE NOVEMBRE 2001

Le 10 Novembre 2001 le parti au pouvoir remporta une victoire retentissante aux élections. Certains commentateurs parlèrent de ce triomphe comme d'une "Falklands election", rappelant ainsi le succès électoral de Margaret Thatcher en 1982. En effet, le parti au pouvoir traînait dans les sondages avant l'affaire du Tampa en raison de la situation du marché de l'emploi et de la détérioration des services de santé, d'éducation et d'autres services publics, des taxes sur la consommation, de l'érosion du pouvoir d'achat et de la baisse du niveau de vie.

Durant cette bataille, le Gouvernement eut 80% d'appui populaire. Ce fut donc l'occasion de mener une campagne raciste pour regagner l'appui de la population<sup>3</sup>, et surtout s'assurer le vote de la frange d'extrême-droite de l'électorat sur la base d'un appel xénophobe. La campagne électorale fut dominée par la question de l'asile. Le slogan du parti au pouvoir fut d'ailleurs : "We decide who comes to this country and the circumstances in which they come" (PM John Howard). Ne voulant pas aliéner les électeurs du parti "One nation" (Pauline Hanson), le gouvernement et l'opposition adoptèrent les deux la ligne dure face à la protection des frontières. Un seul parti fut constant dans son opposition à cette approche: les Verts.

---

<sup>1</sup> Vienna Convention of Treaties (section 27): any signed treaty covers the whole territory of the signatory.

<sup>2</sup> Strong policy arguments exist against retrospective statutes: what was illegal then should not be made legal now.

<sup>3</sup> Une exception notoire cependant : les résidents de Christmas Island.

Un des moments les plus bas de cette campagne fut l'insistance du gouvernement (Premier Ministre, Ministre de l'Immigration, Ministre de la Défense) sur le présumé fait que le 7 octobre, des occupants d'un bateau avaient jeté leurs enfants à la mer pour faire pression et exercer un chantage émotif sur les autorités australiennes. La marine démentit ces allégations. Le gouvernement blâma la Marine de l'avoir mal informé.

Cependant, cet opportunisme politique remporta un grand succès électoral, victoire ternie par la bigoterie, la politique de terreur et l'exacerbation des sentiments xénophobes. Certains commentateurs revinrent alors sur l'affaire du Tampa qui leur parut alors avoir été un incident manipulé pour assurer le retour au pouvoir. Les passagers du Tampa ne furent-ils que des pions dans un jeu politique? Le Tampa avait-il été un levier électoral, une véritable bénédiction pour la coalition au pouvoir? La véritable question était de savoir quel fut le prix moral payé par l'Australie?

Chris Sidoti: ex-Commissaire aux droits humains, répondit ainsi :

"What they are doing is damaging us. It is destroying our hopes and aspirations, our self-esteem, our sense of honour, our compassion, our decency. Our leaders, from both major political groupings, are turning us into a nation of thugs..."

L'Australie s'attira de sévères critiques internationales mais, l'international ne vote pas. Comme disait un vétéran de la politique américaine : All politics is local.

Le 27 novembre, une décision partagée (deux voix contre une) de la Cour Suprême interdit aux avocats favorables aux réfugiés d'en appeler des nouvelles dispositions législatives.

## E- LES FESTIVITÉS DE DÉCEMBRE

L'année 2001 était le centième anniversaire de la Fédération australienne (1901). Il n'est pas inutile de rappeler que la toute première loi adoptée par cette fédération visait à garder ce pays « blanc » : la « White Australia policy ».

Décembre 2001 était le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur les réfugiés. Le Gouvernement australien célébra dignement cet événement...

Décembre 2001 marqua aussi l'arrêt de la procédure pour les requérants afghans : ils seraient gardés en détention continue, sans possibilité de demander de libération en cour.

## F- ÉPILOGUE

En février 2002, il n'y avait toujours aucune décision officielle dans aucun des cas du Tampa sur l'île de Nauru. À la mi-mai 2002, l'Australie offrait aux revendicateurs déboutés ou encore en attente US \$1,100.00 chacun pour rentrer chez eux. De plus, aucune facture ne leur serait présentée pour les frais de détention. En effet, les revendicateurs du statut de réfugié doivent théoriquement payer les frais de détention. Cette dette est annulée si leur demande est acceptée. En cas de refus, ils ne peuvent retourner légalement en Australie avant d'avoir acquitté ces frais.

En juillet 2002, la plupart des demandes avaient été rejetées. Sur les 292 revendicateurs afghans à Nauru, seulement 60 revendications environ furent acceptées. Au total, plus de la moitié des passagers du Tampa virent leurs demandes refusées. Le coût de la détention fut de 270 millions \$ US.

Les 140 acceptés (familles et mineurs non accompagnés) par la Nouvelle-Zélande obtinrent le statut de réfugié. Ils eurent un gros support de la population et l'appui du Gouvernement pour l'hébergement, la formation et l'éducation.

Le Capitaine du Tampa, Arne Rinman devint un héros. Son équipage et lui furent couverts d'honneurs dans le monde entier.

## G- RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

La tendance lourde en matière de politique vis-à-vis les réfugiés dans le monde est d'empêcher les revendicateurs de franchir les frontières afin de les empêcher de faire appel aux dispositions de la Convention de 1951. En plus de la multiplication d'obstacles à l'arrivée des réfugiés, on observe aussi une nette tendance à une interprétation restrictive de la Convention de 1951 et du protocole de 1967, et la prolifération de statuts alternatifs limités n'offrant pas autant de protection. On peut parler d'une crise grave du système de protection. De plus, la concertation est de plus en plus forte entre les États occidentaux, et ils échangent régulièrement leurs « best practices ».

Les premiers boat people de la période contemporaine furent les Haïtiens qui dès le début des années 70, commencèrent à débarquer sur les côtes de la Floride. En faisant un parallèle avec le traitement par les USA du dossier des boat people haïtiens, on réalise bien vite que la plupart des mesures adoptées par les Australiens dans le dossier des boat people afghans reprennent en fait des mesures adoptées par les Américains depuis une trentaine d'années pour faire face à l'afflux de réfugiés haïtiens en Floride. Autrement dit, la plupart des mesures adoptées par les Australiens ne sont pas originales.

Ainsi, dès 1972, les Américains ont procédé à l'emprisonnement systématique des revendicateurs d'origine haïtienne en Floride.

Dès mai 1981, une politique de dispersion de ces boat people dans véritables camps de concentration.

En octobre 1981, ce fut l'érection d'un véritable rideau de fer dans la mer des Caraïbes pour bloquer l'accès des côtes floridiennes.

Durant toute la période du coup d'État militaire qui avait frappé Haïti entre 1991 et 1994, on a pu relever la même incohérence entre les prises de position publiques quant à la situation politique du pays d'origine et le refus d'accueillir les personnes qui fuyaient cette situation politique.

On a assisté également aux Etats-Unis à ce même refus de procéder à une détermination collective.

La régionalisation du problème fut également envisagée par les Etats-Unis, notamment en 1994. Des contacts furent faits en ce sens avec des pays de la Caraïbe comme le Venezuela, le Honduras, les Iles Turks and Caicos, ou encore, Bélize. Des solutions encore plus originales furent adoptées comme par exemple, de garder les réfugiés à bord de bateaux en haute mer (1994).

Qui plus est, ces deux dossiers se rejoindront effectivement en mai 2002 quand les USA et l'Australie entreprendront de sérieuses discussions à propos d'un éventuel échange de réfugiés. L'idée était d'envoyer des Haïtiens (et des Cubains) en Australie contre des Afghans (et des Irakiens). La logique sous-tendant ce projet était qu'il fallait frustrer les revendicateurs quant à la destination choisie. C'est une interprétation d'un principe de plus en plus discuté dans les milieux spécialisés sur cette question, l'utilisation stratégique du rétablissement (Strategic use of resettlement).

## EN GUISE DE CONCLUSION

Ignacio Ramonet écrivait dans Le Monde Diplomatique du :

« On s'est beaucoup demandé ce qui avait changé dans la politique internationale à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Après la publication, le 20 septembre dernier, par l'administration américaine, d'un document définissant la nouvelle « stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis (1) », on connaît la réponse : l'ordre international fondé en 1945, à l'issue de la seconde guerre mondiale, et régi par l'Organisation des Nations unies (ONU) vient de prendre fin. »

Cet ordre international régi par l'ONU repose sur un ensemble de traités, de pactes, de conventions, toute une législation internationale visant essentiellement à actualiser les principes de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, c'est-à-dire, à humaniser l'humanité. On peut légitimement se demander si les assauts récents contre la Convention sur les réfugiés ne sont pas aussi des assauts contre cet ordre et si cette Convention n'est pas un peu un maillon faible de cet ensemble de traités, conventions et pactes.



Comment ne pas penser alors au scepticisme de Aimé Césaire au début de la mise en place de cet ordre. En effet, dès 195x, il écrivait dans son dans son célèbre "Discours sur le colonialisme",

« Ce que le très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du XXe siècle (...) ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc, et d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes d'Algérie, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique"

S'il écrivait aujourd'hui, Césaire aurait sans doute ajouté les *boat people* du Tampa à cette liste.

#### BIBLIOGRAPHIE:

BARHAM, Patrick (2001) : « Asylum in Australia » in Guardian Unlimited, Monday September 10, 2001

BARUAH, Amit (2001) : « Refugees and Politics », in Front Line, vol. 18, issue 21, Oct. 13-26 2001

Consulate of the Islamic State of Afghanistan in Canberra (2001) : « Honorary Consul of Afghanistan in Australia calls for compassion on refugees », PRESS RELEASE, 29 August 2001.

HAWKSLEY, Charles (2002) : The MV Tampa, the 'Pacific solution' and the Federal election in Australia  
<http://www.capstrans.edu.au/apmrn/newsletters/11tampa.html>

HEAD, Michael (2002) : « Whiter the refugee convention?- a new perspective for the 21<sup>st</sup> century », in Mots Pluriels, no 21, May 2002

HUGHES, Dominic (2002) : « NZ authors happy ending for refugees », Tampa BBC News, Thursday, 16 July, 2002.

#### *HUMAN RIGHTS FEATURES* (QUARTERLY) JANUARY - FEBRUARY 2002

REFUGEES : « Australia: Legislating for exclusion »

ICART, Jean-Claude (1987) : *Négriers d'eux-mêmes. Essai sur les boat people haitiens en Floride*. Montréal, Editions du CIDIHCA

ICART, Jean-Claude(1998) : « Les réfugiés haitiens durant le coup d'État militaire du 29 septembre 1991 » in Cahiers Voltaire, « Haiti », CEDETIM.

KAMPMARK, Binoy (2002) : « Acting Out a Tragedy: Australian Perceptions of the MV Tampa », in Bad Subjects, Issue # 60, April 2002

MANSOURI, Fethi (2002) : « The legacy of Australia's treatment of onshore asylum seekers » in Mots Pluriels, no 21, May 2002

MARES, Peter (2002) : « Why were we surprised by the Tampa? » Communication présentée au cours d'un séminaire à l'Université de Melbourne, le 6 mai 2002.

MIGRATION NEWS : Australia: Tampa Inquiry, Asylum May 2002, Volume 9 Number 5

PHILPOTT, Simon (2002) : « Protecting the Borderline and Minding the Bottom Line : Asylum Seekers and Politics in Contemporary Australia » in Refugees, vol. 20, no 4, August 2002.

PURCELL, Marc (2001) : « What have You Done To Your Brother? Asylum seekers in Australia », in Catholic Commission for Justice Development and Peace, Sunday, 16-23 september 2001, vol. 12, no 18

RIVETT, Kenneth (2002) : « The road to mandatory detention 1855-2001 », in Mots Pluriels, no 21, May 2002

Solidarity Philippines Australia Network (2001) : « Rural Group Gives Tampa Captain Human Rights Award » in KASAMA Vol. 15 No. 4 / October–November–December 2001

USCR (2002) : Sea Change : Australia's New Approach to Asylum Seekers, Washington, Report of the U.S. Committee for Refugees, February 19, 2002.

WORLDWIDE REFUGEE INFORMATION (2002) : COUNTRY REPORT : AUSTRALIA

### **THE GUARDIAN :**

Refugees at sea: what the Australian papers say  
Derek Brown  
Wednesday August 29, 2001

Tampa is Howard's Belgrano  
Patrick Barkham  
Monday September 3, 2001

Navy to take refugees off Tampa  
Patrick Barkham in Sydney

UN human rights chief condemns Australia  
Patrick Barkham in Sydney and Owen Bowcott  
Friday August 31, 2001

Diplomatic game with no ground rules  
Owen Bowcott

Thursday August 30, 2001

Not such a lucky country for some

Patrick Barkham in Sydney

Thursday August 30, 2001

Australians ignore plea on refugees

Patrick Barkham in Sydney and Owen Bowcott

Thursday August 30, 2001

UN calls for Australia to admit refugees

Staff and agencies

Thursday August 30, 2001

UN calls for Australia to admit refugees

Staff and agencies

Thursday August 30, 2001

Stranded refugees start hunger strike

Patrick Barkham in Sydney and John Aglionby

Wednesday August 29, 2001

Why they risk journey into danger

Rory McCarthy in Islamabad

Wednesday August 29, 2001